



Groupes de travail de la plateforme pour une transition juste

Action 1: Guide relatif à l'échange de
connaissances

Novembre 2023

*Regional and
Urban Policy*

Action 1: Élaborer des ressources pour améliorer les échanges de connaissances et favoriser le partage des connaissances et des enseignements tirés de la transition juste

Chefs de file de l'Action: *Valea Jiului Society, Association européenne des agences de développement (EURADA)*

Contributeurs à l'Action: *Secrétariat de la Commission du charbon à l'Université catholique Eszterházy Károly, Université de Trakia*

Catégorie: *Horizontale*

Les **groupes de travail (GT) de la plateforme pour une transition juste (PTJ)**, créés en novembre 2021, rassemblent les parties prenantes de toute l'Europe qui ont en commun un même intérêt pour les populations et les régions concernées par la transition vers une économie neutre pour le climat. Les GT sur **l'acier, le ciment et les produits chimiques** mettent chacun l'accent sur un secteur à fortes émissions de carbone spécifique qui subit de plein fouet les conséquences de la transition, tandis qu'un quatrième groupe de travail est axé sur la **stratégie horizontale des parties prenantes**.

Après finalisation de leurs [documents de délimitation de la portée](#), qui décrivent les domaines d'action et les objectifs de leur GT, les membres du GT ont élaboré un [plan de mise en œuvre commun](#), qui énonce leurs 17 actions. Ce plan a été finalisé et publié en avril 2023. Au cours du reste de l'année, les chefs de files de l'action, de concert avec les autres membres de GT contribuant à l'action, se sont attachés à mettre en œuvre leur action respective.

Ce document présente le résultat final de l'Action 1.

Clause de non-responsabilité:

Les informations et opinions exprimées dans le présent document sont celles des membres des groupes de travail de la plateforme pour une transition juste sur l'acier, le ciment, les produits chimiques et la stratégie horizontale des parties prenantes et ne reflètent pas l'opinion officielle de la Commission européenne. La Commission ne garantit pas l'exactitude des informations qu'il contient. Ni la Commission ni aucune personne agissant pour le compte de la Commission ne saurait être tenue responsable du contenu ou de l'usage qui pourrait être fait des informations qui y figurent. Reproduction autorisée à condition que la source soit mentionnée et que le sens ou le message original du document ne soit pas déformé. La Commission européenne ne saurait être tenue responsable des conséquences de la réutilisation de ce document. La politique de réutilisation des documents de la Commission européenne est mise en œuvre par la décision 2011/833/UE de la Commission du 12 décembre 2011 relative à la réutilisation des documents de la Commission (JO L 330 du 14.12.2011, p. 39).

Introduction

Défis abordés par l'Action 1

L'un des principaux écueils au processus de transition juste est le manque d'informations sur le processus de transition juste en lui-même et sur les modalités d'accès au soutien disponible.¹ Ce problème se présente tant dans les régions qui s'attachent à relever seules leurs défis alors que ces derniers sont similaires à ceux rencontrés par d'autres régions, qu'au niveau des acteurs clés exclus du processus de transition. Les activités d'échange de connaissances peuvent contribuer à surmonter ces obstacles à l'information. Les régions peuvent tirer des enseignements et s'inspirer d'initiatives et de solutions fructueuses, ou non, pour relever les défis de la transition juste dans d'autres régions, ce qui permet de créer des synergies dans leur intérêt mutuel et d'élaborer de nouvelles solutions ciblées. Afin d'assurer la réussite de la transition juste, il est également indispensable de bien cerner qui sont les acteurs qui contribuent au mécanisme pour une transition juste et aux plans territoriaux de transition juste (PTTJ). Cette démarche permettra à tous ces acteurs de se connaître et d'interagir et même d'identifier les acteurs clés qui pourraient être restés en marge du processus.

Objectifs de l'Action 1

Ce document a été conçu comme un **guide complet** visant à améliorer l'échange de connaissances et l'apprentissage dans le domaine de la transition juste, mettant ainsi en relation les acteurs qui travaillent sur cette question et promouvant les possibilités d'échange de connaissances.

Il apporte une réponse aux trois questions fondamentales suivantes:

- Comment procéder à l'échange de connaissances?
- Avec qui l'échange de connaissances peut-il être instauré?
- Comment financer l'échange de connaissances?

Structuré en fonction des besoins, ce guide se veut aussi concis que possible et, dans la mesure du possible, exploite les excellentes sources d'information déjà disponibles et fournit les liens pour y accéder. De plus, les meilleures pratiques qu'il contient fournissent de précieuses informations.

La [banque de connaissances de la plateforme de transition juste](#) sert de pôle de connaissances, centralisé et constamment mis à jour, sur le processus de transition juste. Il comprend des approches politiques et des projets qui peuvent souvent servir de meilleures pratiques et de source d'inspiration dans votre quête de connaissances et d'informations.

Ce guide est le fruit des travaux du GT horizontal de la [PTJ](#) de la Commission européenne. Rassemblant des parties prenantes des quatre coins de l'Europe, les GT de la PTJ servent d'enceinte d'échange stratégique sur les défis communs des parties prenantes associées

¹ Une enquête récente menée auprès des parties prenantes de la transition juste dans le cadre des activités du groupe de travail horizontal a mis en lumière le fait que le «manque d'informations disponibles sur les processus de transition juste» et le «manque d'informations sur les modalités d'accès au soutien disponible» représentaient deux des trois grands écueils rencontrés lors de l'élaboration ou de la présentation de projets de transition juste.

au processus de transition dans les régions à fortes émissions de carbone. Le GT horizontal traite tout particulièrement des enjeux communs et transversaux dans les régions les plus touchées, telles que des **lignes directrices pour le suivi et la mise en œuvre de projets de transition juste**, une **boîte à outils pour la communication sur la transition juste** et cette **ressource visant à améliorer les échanges de connaissances**.

Parties prenantes visées par l'Action 1

Ce document s'adresse aux acteurs concernés des régions bénéficiaires du Fonds pour une transition juste (FTJ), notamment les gouvernements et les autorités publiques, les entreprises et l'industrie, les universités et les centres de recherche, la société civile et les ONG.

Mise en œuvre de l'Action

Les recherches approfondies sur les initiatives, les approches et les meilleures pratiques existantes qui présentaient un certain intérêt à des fins d'échange de connaissances menées par les membres du groupe responsables de l'Action ont constitué le point de départ de la conception de cette Action. Après ces recherches, les ébauches de documents ont été partagées avec d'autres membres du GT afin de recueillir leurs commentaires et de mettre à profit les connaissances et les expériences d'un éventail de parties prenantes plus large, afin de s'assurer que la version finale de l'Action soit aussi exploitable et pratique que possible.

Guide relatif à l'échange de connaissances

Comment échanger des connaissances – premières étapes

Avant de planifier et de procéder à un échange de connaissances, vous devez d'abord avoir une idée bien précise des objectifs que vous voulez et devez atteindre. Pour ce faire, il est nécessaire d'effectuer une analyse préliminaire.

1. Analyse des besoins

Commencez par cerner vos besoins et identifier les défis auxquels vous êtes confrontés. En avoir une idée précise vous aidera dans votre recherche de partenaires pour l'échange de connaissances et augmentera vos chances de succès. D'autres régions et acteurs ont sans doute été confrontés à des défis similaires dans le passé, et l'on peut tirer de précieux enseignements des approches adoptées pour les relever. D'autres parties prenantes pourraient être en train d'essayer de résoudre un problème similaire; le fait d'échanger avec elles pourrait vous donner de nouvelles idées et fournir des conseils sur la manière d'aller de l'avant.

2. Étude des conditions-cadres

Il est également essentiel d'étudier le cadre du processus de transition juste dans votre région afin de se faire une idée précise de la possibilité/faisabilité de certaines actions et d'identifier les personnes qui devraient y contribuer. Ces cadres comprennent la base juridique que constituent les [plans territoriaux de transition juste \(PTTJ\)](#), les autres stratégies et plans d'action connexes déployés au niveau régional/local, ainsi que les initiatives et actions déjà entreprises ou en cours de réalisation. Il est important de posséder une bonne connaissance du PTTJ afin de pouvoir cerner les actions éligibles à un financement, y compris les activités d'échange de connaissances. L'examen rondement mené du PTTJ de votre région, de l'état actuel de la mise en œuvre, du cadre de suivi et des acteurs impliqués est un facteur crucial de réussite de votre ou de vos échanges de connaissances.

3. Recensement des parties prenantes et collecte d'informations

Enfin, le recensement des parties prenantes concernées dans votre région, à la fois de celles associées au processus de transition juste et celles qui ne le sont pas encore mais qui devraient l'être, ainsi que la collecte des sources d'information existantes contribueront grandement à assurer la réussite de l'échange de connaissances et, d'une manière générale, à relever les défis et à aplanir les obstacles identifiés. La base de données des acteurs dans les régions couvertes par le FTJ, mise en place par le GT de la PTJ, constitue un bon point de départ pour le recensement des parties prenantes. En ce qui concerne les

sources d'information, de nombreux documents complémentaires peuvent être obtenus au niveau européen, notamment sur la [PTJ](#). Des documents d'information supplémentaires pourraient être mis à disposition au niveau national et/ou régional. L'autorité de gestion responsable de la transition juste dans votre région devrait être votre premier point de contact à cet égard.

Typologie des échanges de connaissances et meilleures pratiques

Cette section aborde brièvement les différents types d'échanges de connaissances et présente de précieuses sources d'information sur l'assistance technique disponible et les meilleures pratiques.

1. Identification du type d'échange idéal, d'un point de vue pratique

Il existe plusieurs types d'échanges et si, en général, ce sont les besoins qui dictent le format optimal à utiliser, d'autres paramètres méritent toutefois d'être pris en considération. L'objectif de ce chapitre n'est pas de procéder à une classification théorique, mais de mettre l'accent sur les avantages et les inconvénients que présentent les différents formats. On peut essentiellement faire la distinction entre deux types d'échanges: les échanges en ligne et les échanges en personne (Tableau 1).

Tableau 1 Avantages et inconvénients des différents types d'échanges

	EN LIGNE	EN PERSONNE
Avantages	<ul style="list-style-type: none"> • Il est relativement facile pour les participants de trouver le temps d'y participer • Moyen efficace d'entrer en contact • Format mobilisant moins de ressources humaines • Coût limité voire inexistant 	<ul style="list-style-type: none"> • Permet vraisemblablement de mieux cerner les défis et les besoins d'une région particulière • Permet de comprendre plus facilement l'environnement de travail d'un acteur donné • Potentiel de coopération plus élevé
Inconvénients	<ul style="list-style-type: none"> • Plutôt impersonnel • Potentiel de collaboration ultérieure moins élevé • Il est plus difficile de comprendre l'environnement de travail d'un acteur donné • Fournit moins d'informations et d'impressions sur les défis à relever 	<ul style="list-style-type: none"> • Il est plus difficile de trouver une date qui convienne à tout le monde • La région d'accueil a besoin de plus de temps pour les préparatifs • Est susceptible d'engendrer des coûts pour les régions d'accueil et les régions en visite • Format mobilisant beaucoup de ressources humaines

Le nombre de participants potentiels est un autre aspect qui pourrait influencer le format idéal d'un échange. Si le thème est bien décrit, l'organisation de **réunions en ligne bilatérales ciblées** pourrait constituer un cadre de discussion efficace. Les **visites d'observation en situation de travail** permettent à une personne de passer plus de temps dans une autre organisation et d'acquérir des connaissances plus approfondies. Cette méthode d'apprentissage efficace et intensive s'avère toutefois chronophage tant

pour le visiteur que pour l'hôte. Si vous cherchez à embaucher un grand nombre de personnes possédant un large éventail de compétences, il est judicieux d'organiser une **visite de groupe**. Alors que la composition optimale de la délégation devrait être dictée par le thème de l'échange, le nombre optimal de participants pourrait toutefois poser problème. Il convient dès lors de privilégier les petits groupes capables d'aborder les compétences et l'expertise pertinentes afin d'éviter l'adoption de méthodes de travail inefficaces.

2. Exemple d'échanges entre le monde universitaire et l'industrie

Bien que cette action soit consacrée aux échanges entre les régions charbonnières, il est important de mentionner d'autres types d'échanges, tels que ceux entre le monde universitaire et l'industrie. La transition exige de faire appel à une large gamme d'expertise et de connaissances, et le monde universitaire et l'industrie jouent un rôle essentiel à l'heure d'assurer la mise en œuvre réussie de la transition, notamment grâce au potentiel d'innovation fondé sur la coopération entre ces deux secteurs et les synergies qui peuvent s'en dégager.

En ce qui concerne les priorités stratégiques, nous avons identifié les grands principes autour desquels les partenariats entre le monde universitaire et l'industrie devraient s'articuler:

- accent sur les opportunités et les avantages compétitifs des régions tout en restant en phase avec les priorités nationales;
- orientation commerciale des activités de recherche sur la base des intérêts et des problèmes liés aux entreprises et coopération avec les représentants du secteur des affaires;
- partenariat multisectoriel fondé sur les principes d'ouverture et d'inclusion;
- intégration globale dans la chaîne de valeur;
- mise en place de réseaux internationaux offrant des expériences identiques et complémentaires et d'activités d'intérêt dans les domaines des sciences et des affaires.

Ces principes permettent la mise en place d'un système unique pour:

- créer une culture d'utilisation des résultats des activités de recherche;
- aligner les activités de recherche sur l'industrie et la société;
- promouvoir le transfert de technologies en bonne et due forme (par le biais d'accords de licence et de coopération).

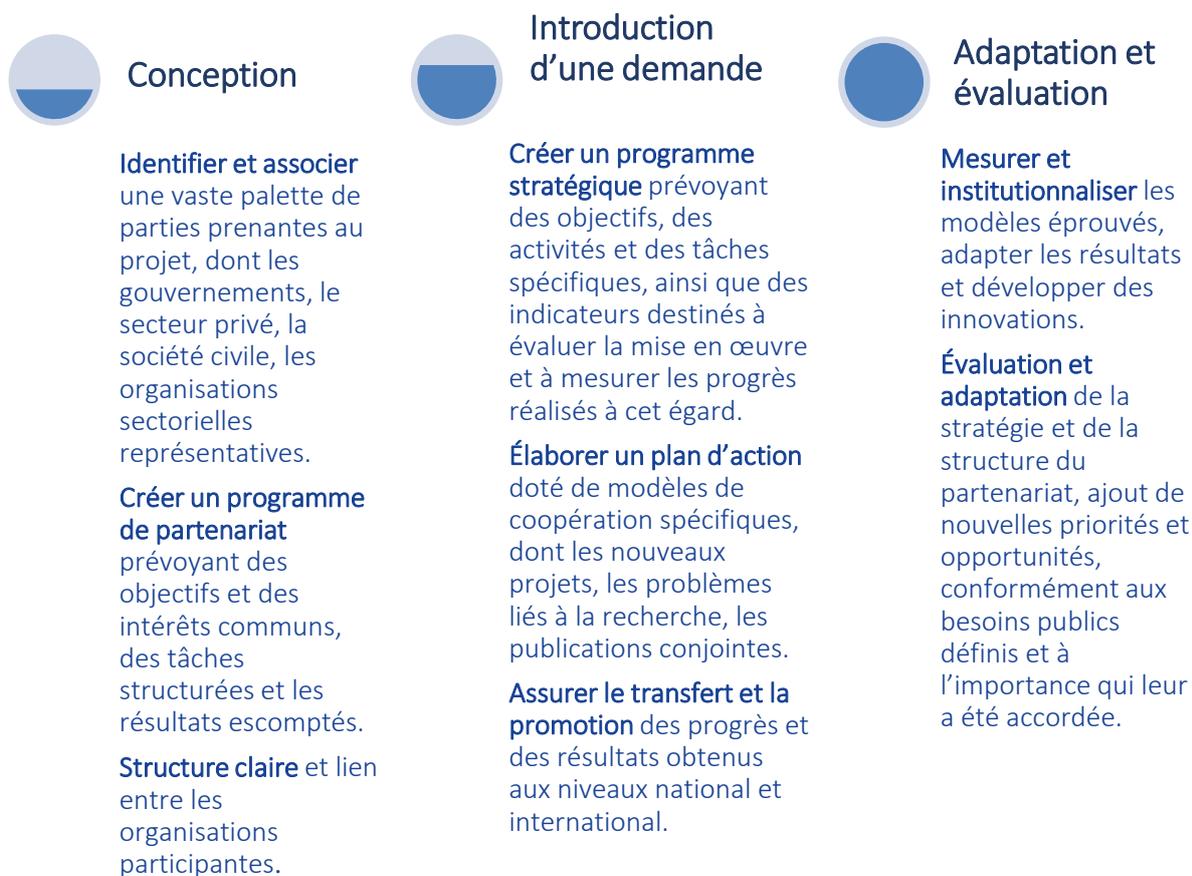


Figure 1 Cadre logique de coopération entre le monde universitaire et l'industrie

3. Assistance technique

Une vaste gamme d'assistance technique est disponible au niveau européen, et d'autres initiatives ont été déployées dans le domaine de la transition énergétique au sens large, initiatives qui pourraient se révéler de précieuses sources de bonnes pratiques et de renforcement des capacités pour une région particulière. Voici une liste d'exemples pertinents de programmes d'assistance technique en activité fin 2023 :

- **JTP GROUNDWORK**: JTP GROUNDWORK accompagne les régions éligibles au FTJ dans la mise en œuvre de leurs PTTJ, en fournissant une assistance technique et des services de conseil adaptés à leurs besoins. Il offre notamment les services suivants: planification et développement de projets; renforcement des capacités; participation et mobilisation des parties prenantes; renforcement de la collaboration.
- **C4T GROUNDWORK**: C4T GROUNDWORK soutient les autorités de gestion responsables de la mise en œuvre du Fonds européen de développement régional (FEDER) et du Fonds de cohésion dans les États membres de l'UE éligibles. À ce titre, il se concentre sur des investissements relevant de l'objectif politique 2, «Une Europe plus verte, résiliente et à faibles émissions de carbone évoluant vers une économie sans carbone», en dispensant des conseils sur mesure ainsi qu'une assistance technique.
- **START**: START apporte un soutien sur mesure et à court terme aux régions charbonnières («coal+») sur un large éventail de thèmes liés à la transition. Il accompagne leurs efforts pour décarboner la production et l'utilisation de l'énergie, diversifier leurs activités économiques et accélérer le développement social dans les

régions et les communautés touchées de plein fouet par le processus d'abandon des énergies fossiles.

- **TARGET:** Lancé en novembre 2021, le programme TARGET (Technical Assistance for a Green Energy Transition) est un dispositif d'assistance technique qui a pour objectif d'assister étroitement les régions de l'UE exploitant le charbon, les tourbières et les schistes bitumineux dans l'identification et la préparation de projets portant sur les énergies propres et l'efficacité énergétique. Il favorisera également les investissements durables et les emplois locaux qui excluent les activités fondées sur les combustibles fossiles. L'assistance fournie dans le cadre de ce dispositif est gratuite pour ses bénéficiaires.
- **JASPERS:** JASPERS (Joint Assistance to Support Projects in European Regions) est un partenariat d'assistance technique entre la Commission européenne (direction générale de la politique régionale et urbaine), la Banque européenne d'investissement et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement. JASPERS aide les villes et les régions à mettre en œuvre des projets de grande qualité. Leurs experts fournissent un appui indépendant et concret aux stratégies, programmes et projets afin de réaliser des investissements financés par l'UE qui promeuvent la croissance et ouvrent la voie à une Europe plus verte, plus connectée et plus innovante. L'assistance fournie dans le cadre de JASPERS est gratuite pour les autorités et promoteurs locaux, et la plupart des pays de l'UE et des pays en phase de préadhésion y sont éligibles.
- **ELENA:** Le Mécanisme européen d'assistance technique pour les projets d'efficacité énergétique locaux (ELENA) fournit une assistance technique pour les investissements en faveur de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables dans le bâti et les transports urbains innovants.

4. Exemples des meilleures pratiques

JTPeers Exchange

Lancé en 2023 sous l'égide de la plateforme pour une transition juste, le programme [JTPeers Exchange](#) vise à faciliter les échanges et la collaboration entre les régions bénéficiaires du FTJ et les autres parties prenantes et praticiens concernés possédant un large éventail d'expertise, de connaissances et d'expérience sur la thématique de la transition juste. Il a pour objectif de soutenir les régions bénéficiaires du FTJ dans la mise en œuvre de leurs PTTJ et couvre à la fois les régions charbonnières et celles à forte intensité de charbon. Il prévoit deux types d'échanges: les échanges entre deux régions et les échanges entre une région et un expert; tous deux favorisent l'échange de connaissances et de meilleures pratiques dans le cadre de la mise en œuvre du FTJ.

En septembre 2023, le premier groupe de régions a été sélectionné pour participer au programme JTPeers Exchanges. Ces régions sont reprises dans le tableau ci-dessous.

Tableau 2 Vue d'ensemble des régions sélectionnées au titre de JTPeers Exchanges en 2023

Régions participantes	Domaines prioritaires
Interactions entre régions	

Norrbottn (SE) et les Midlands (IE) échangeront en personne en plus de bénéficiaire du soutien d'un expert de Heves (HU)	Approches participatives et communautaires, diversification dans l'économie verte, création d'emplois, énergie propre et abordable, gouvernance à plusieurs niveaux, renforcement des capacités.
Macédoine-Occidentale (EL), Velenje (SI) et Basse-Silésie (PL) (en personne)	Mobilisation des parties prenantes, développement de projets, diversification dans l'économie verte, coopération transfrontalière, gouvernance de la transition, communautés énergétiques.
Zasavje (SI) et Basse-Silésie (PL) (en personne)	Réhabilitation/reconversion des terres, conception de politiques, diversification dans l'économie verte.
Ida-Virumaa (EE) et Macédoine-Occidentale (EL) (en ligne)	Observatoires de la transition juste, développement de projets, canalisation des investissements.
Interactions entre région et expert	
Échange (en ligne) entre le comté de Gotland (SE) et un expert de Macédoine-Occidentale (EL)	Amélioration du mécanisme de gouvernance à plusieurs niveaux et renforcement de la capacité administrative pour la mise en œuvre du PTTJ, énergie propre.
Échange (en ligne) entre la Silésie (PL) et un expert de la vallée de Jiu (RO)	Conception d'un système de suivi et de gestion pour l'observatoire régional de la transition juste.
Échange (en ligne) entre la Moravie-Silésie (CZ) et un expert de Silésie (PL)	Aménagement du paysage après l'exploitation minière.

exchangeEU

Le programme exchangeEU a permis d'instaurer des échanges constructifs et concrets entre les régions charbonnières («coal+») de toute l'Europe. Les régions participantes ont pu tirer parti:

- d'un programme d'échange correspondant aux intérêts et aux besoins des régions participantes;
- de possibilités d'apprentissage pratique et de résultats tangibles pour une action collaborative;
- de la mise en place d'un réseau durable de praticiens.

Dix-neuf délégations de 18 régions charbonnières (coal+) en transition ont participé à la première série d'échanges, et la seconde a rassemblé 23 délégations de 18 régions charbonnières (coal+). Tous les échanges ont été très bien documentés, ce qui a permis de constituer une riche base d'informations sur les régions participantes. Des facilitateurs de l'UE ont contribué à la mise en œuvre de chaque échange, ce qui a permis d'assurer le caractère ciblé et l'efficacité des échanges tout en apportant une véritable valeur ajoutée. Les brochures disponibles sur le site web du programme vous donneront plus d'informations sur les thèmes abordés, les principaux défis et les recommandations formulées. Le tableau 2 donne une vue d'ensemble des échanges réalisés.

Tableau 3 Échanges mis en œuvre et thèmes abordés dans le cadre d'échangeEU

Régions participantes	Domaines prioritaires
Première série	
Échange entre Zasavje (SI), la Moravie-Silésie (CZ), la Hongrie du Nord (HU)	<ul style="list-style-type: none"> - Gouvernance et stratégies de transition - Durabilité des infrastructures et des sites
Échange entre la région de la Haute-Nitra (SK), la région de cohésion de Slovénie orientale (SI) et la vallée de la Jiu (RO)	<ul style="list-style-type: none"> - Diversification économique et développement régional - Transition vers les énergies propres
Échange entre la Petite-Pologne (PL), Aragón (ES), Ústí (CZ)	<ul style="list-style-type: none"> - Durabilité des infrastructures et des sites - Tissu social et communauté
Échange entre la Macédoine-Occidentale (EL) et Stara Zagora (BG)	<ul style="list-style-type: none"> - Gouvernance et stratégie de transition - Tissu social et communauté
Échange entre les Midlands (IE) et la Macédoine-Occidentale (EL)	<ul style="list-style-type: none"> - Tissu social et communauté - Diversification économique et développement régional
Échange entre Leipzig (DE) et Karlovy Vary (CZ)	<ul style="list-style-type: none"> - Diversification économique et développement régional - Gouvernance et stratégie de transition
Échange entre les Asturies (ES) et la Silésie (PL)	<ul style="list-style-type: none"> - Gouvernance et stratégie de transition
Échange entre la Saxe-Anhalt (DE) et Ida-Virumaa (EE)	<ul style="list-style-type: none"> - Diversification économique et développement régional - Tissu social et communauté
Deuxième série	
Échange entre Lusatia (DE) et Zgorzelec (PL)	<ul style="list-style-type: none"> - Infrastructures durables - Remise en état d'anciens bassins houillers
Échange entre la Hongrie du Nord (HU), la Haute-Nitra (SK) et la Macédoine-Occidentale (EL)	<ul style="list-style-type: none"> - Communautés énergétiques - Requalification et développement des compétences des travailleurs - Mobilisation des parties prenantes
Échange entre la Hongrie du Nord (HU) et Zasavje (SI)	<ul style="list-style-type: none"> - Diversification économique grâce au développement des infrastructures - Mise en œuvre de projets de transition juste
Échange entre Stara Zagora (BG) et Karlovy Vary (CZ)	<ul style="list-style-type: none"> - Numérisation et innovation - Remise en état des bassins houillers en faveur du tourisme
Échange entre la Haute-Nitra (SK), Ústí (CZ) et les Asturies (ES)	<ul style="list-style-type: none"> - Gouvernance et utilisation des fonds du FTJ - Économie de l'hydrogène

Échange entre la Macédoine-Occidentale (EL), la Moravie-Silésie (CZ) et Ida-Virumaa (EE)	<ul style="list-style-type: none"> - Participation des jeunes dans le processus de transition juste - Mise en œuvre de projets
Échange entre la région de Rhénanie (DE) et la partie orientale de la Grande-Pologne (PL)	<ul style="list-style-type: none"> - Gouvernance de la transition - Diversification de l'économie avec renforcement de l'attrait de la région pour les jeunes
Échange entre Ida-Virumaa (EE), le comté de Sisak-Moslavina (HR) et la Macédoine-Occidentale (EL)	<ul style="list-style-type: none"> - Diversification économique - Requalification et développement des compétences - Participation des municipalités à la transition juste
Échange entre la région de Savinjsko-Šaleška (SI) et la Silésie (PL)	<ul style="list-style-type: none"> - Transition vers les énergies propres - Diversification de l'industrie et revitalisation

Comment trouver des partenaires pour les échanges de connaissances

La coopération joue un rôle essentiel dans la planification et la mise en œuvre de la transition juste: le mécanisme pour une transition juste est un nouvel outil mis à la disposition de tous les États membres de l'UE. Ainsi, la démarche qui consiste à «réfléchir et travailler ensemble» permettrait de mener à bien une transition plus efficace et plus réussie. Une région donnée aurait tout intérêt à nouer des partenariats avec d'autres régions confrontées aux mêmes défis, ou du moins à des défis similaires. Ce chapitre livre quelques expériences pratiques sur la manière de trouver des partenaires pour l'échange de connaissances.

1. Vue d'ensemble des régions éligibles au FTJ

Une carte des régions couvertes par le FTJ peut être consultée sur le [site web de la PTJ](#). Les régions peuvent être subdivisées en grandes catégories selon le secteur économique dont elles dépendent (figure 2).

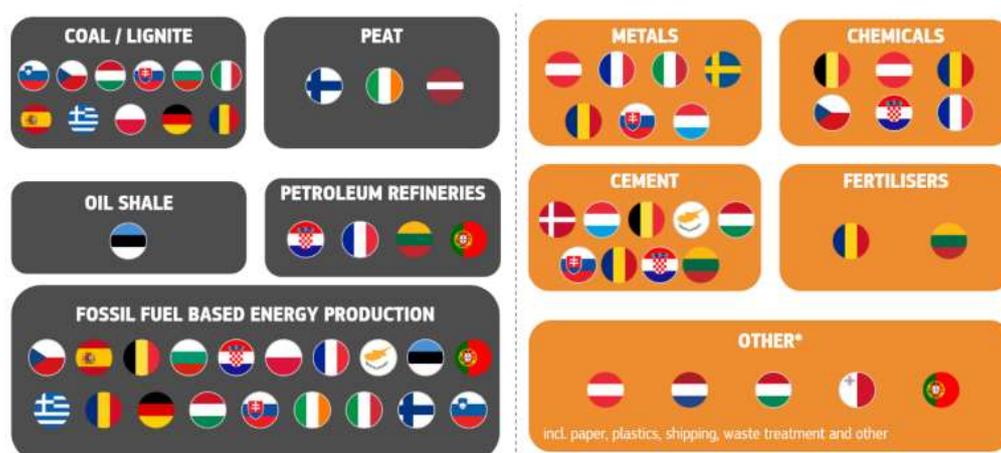


Figure 2 Secteurs en déclin (en gris) et en transformation (en orange) recensés dans les annexes D des [rapports nationaux du Semestre européen de février 2020](#)

2. Identification des régions susceptibles de coopérer

La première étape cruciale de la création de votre réseau consiste à trouver la région qui vous intéresse et avec laquelle une coopération pourrait apporter de la valeur ajoutée à votre région et à votre organisation. S'il existe de nombreuses méthodes pour collecter des informations sur les régions, il est particulièrement judicieux d'**étudier leurs PTTJ**, également disponibles sur le site web de la [PTJ](#). Étant donné que les PTTJ présentent tous la même structure, il est relativement facile de trouver les sections qui répondent aux besoins et aux défis identifiés. Une autre méthode est de **parcourir les événements organisés par la plateforme pour une transition juste et l'initiative pour les régions charbonnières en transition**, notamment les conférences de la PTJ. Bien que ces événements fournissent uniquement des informations sur les défis propres à chaque région, ils permettent toutefois d'identifier les acteurs clés de la transition.

À ces opportunités vient s'ajouter le [programme exchangeEU](#), qui faisait également partie de l'initiative pour les régions charbonnières en transition et a favorisé des échanges constructifs et concrets entre les régions charbonnières («coal+») de toute l'Europe. Des

[brochures](#) ont été produites à la fin du programme, en complément de nombreuses ressources utiles telles que des [histoires de réussite](#). Celles-ci contenaient non seulement les profils des régions et les défis communs identifiés, mais aussi des recommandations et les enseignements tirés. Ces brochures d'information servent également de références aux principaux acteurs et organisations de chaque région charbonnière (coal+). Un autre programme en cours qu'il convient de mentionner est JTPeers Exchange. Il rassemble les régions et d'autres parties prenantes et experts concernés, issus de régions charbonnières et à forte intensité de carbone, dans le cadre d'un échange de connaissances et d'expertise visant à accompagner la mise en œuvre de leurs PTTJ. Ce programme a été lancé en 2023, et les régions et experts intéressés pourront à nouveau présenter leur candidature en 2024.

Les meilleures pratiques de différentes régions (pas seulement dans le cadre de la PTJ) sont réparties par catégorie sur le site web des [régions fonctionnelles dans l'UE](#) (un projet pilote de la Commission européenne, mis en œuvre conjointement avec la Banque mondiale).

3. Trouver le partenaire idéal

Après avoir identifié une région confrontée à des défis similaires ou trouvé une meilleure pratique dont vous souhaitez tirer des enseignements, l'étape suivante consiste à trouver un partenaire avec lequel travailler. C'est probablement l'étape la plus difficile du processus. Au moment de parcourir les régions (par exemple, en passant en revue les PTTJ ou les présentations/vidéos des conférences de la PTJ) à l'étape précédente, vous avez peut-être identifié des **organisations et acteurs** œuvrant dans le domaine de la transition juste dans une région particulière.

Afin que cette étape s'effectue de la manière la plus harmonieuse et efficace possible, les membres de l'Action 1 et le secrétariat de la PTJ ont créé une **base de données** qui répertorie les **points de contact locaux** de presque toutes les régions éligibles au FTJ. Elle englobe un florilège d'acteurs locaux et contient le nom des organisations, leur domaine d'activité ainsi que leurs coordonnées. Cette base de données vous permet d'entrer facilement en contact avec les acteurs de la région cible.

La [base de données des JTPeers Experts](#) est une autre base de données très utile au sein de la PTJ. Elle rassemble des experts œuvrant à la transition juste partout en Europe. Une fois ajoutées à la base de données, les régions couvertes par le FTJ et les autres parties prenantes intéressées peuvent demander aux experts des conseils sur les modalités de mise en œuvre des projets de transition juste.

Les régions à la recherche de partenaires pourraient également s'inspirer du concept de «villes jumelles» ou «villes sœurs», qui jouit d'une longue tradition en Europe, l'idée étant d'établir des relations avec une entité géographique (une ville, municipalité ou région) afin de coopérer et d'échanger plus fréquemment dans l'intérêt des deux parties.

Conclusions

1. L'organisation demandeuse doit posséder les capacités nécessaires afin d'instaurer une coopération avec d'autres régions charbonnières et/ou à forte intensité de carbone, mais en collaborant avec les bons partenaires, vous pouvez créer de la valeur ajoutée et des synergies.
2. Des programmes permettent de combler l'éventuel déficit au niveau des capacités, tels que le programme exchangeEU et JTPeers (d'autres sont mentionnés aux chapitres précédents). Il est bon de rester l'affût des possibilités de coopération.

3. Il est également judicieux d'étudier le site web de la PTJ, car il vous permet de consulter les PTTJ des régions, qui comprennent les défis et les besoins des régions.
4. Après avoir passé en revue les régions, vous pouvez commencer votre recherche du partenaire idéal. Les jeux de données décrits ci-dessus pourraient améliorer votre efficacité à cet égard.
5. Le fait d'identifier un défi commun que vous souhaitez relever ensemble est un facteur susceptible de renforcer la coopération. Si les régions charbonnières et à forte intensité de carbone présentent des différences notables, leurs défis sont étonnamment similaires.
6. Pendant l'échange, et déjà lors de la phase de recherche de partenaires, il est recommandé d'être le plus ciblé possible: des thèmes bien définis et des objectifs clairs et détaillés garantissent une coopération plus efficace.

Comment financer l'échange de connaissances

Les possibilités de financement de l'UE sont légion, mais encore faut-il être en mesure de les comprendre. Les nombreux programmes et fonds existants, gérés chacun par des instances européennes et/ou nationales différentes, suivent des règles et poursuivent des objectifs différents. Toutefois, comme c'est souvent le cas, la réalité est moins complexe qu'il peut sembler a priori.

Toutes les possibilités de financement au niveau européen proviennent du budget de l'UE, que l'on appelle [cadre financier pluriannuel](#) (CFP). Ce budget à long terme couvre plusieurs années. Le CFP actuel porte sur la période 2021-2027. En plus du CFP, l'UE a créé un instrument temporaire de financement inédit, baptisé [NextGenerationEU](#), en réponse à la pandémie de COVID-19. Le budget de l'UE et l'instrument NextGenerationEU se subdivisent en différents programmes et fonds.

Le [Guide du financement européen](#) (édition 2023) du Service de recherche du Parlement européen, le groupe de réflexion du Parlement européen, donne une vue d'ensemble précise et complète des différents programmes et fonds de financement de l'UE. Ce document subdivise les différents fonds de l'UE par thème de financement, par exemple: «Politique régionale» ou «Énergie». En plus des programmes de financement européen, d'autres formes de financement sont réservées à la fourniture d'une assistance technique, qui fait appel aux régions et autres parties prenantes à différents titres.

Assistance technique

Voici quelques exemples de possibilités d'assistance technique dont peuvent bénéficier les régions:

- **JTP Groundwork**

Lancé dans le cadre de la plateforme pour une transition juste en 2023, le programme JTP Groundwork apporte une assistance technique aux régions éligibles couvertes par le FTJ. Il leur fournit un soutien ciblé sous la forme d'une assistance technique et de services de conseil pour accompagner la mise en œuvre de leur PTTJ.

- **REGIO Peer2Peer +**

Le programme [REGIO Peer2Peer +](#) facilite les rencontres et les échanges de connaissances et de bonnes pratiques au niveau bilatéral et multilatéral entre le personnel des autorités responsables des programmes et d'autres organismes publics contribuant à la gestion et à la mise en œuvre des programmes du [FEDER](#), du [Fonds de cohésion](#) et de la [PTJ](#).

- **JTPeers**

Ce [programme](#) facilite les échanges entre les territoires couverts par le FTJ et d'autres acteurs de la transition juste, notamment les autorités régionales et publiques ainsi que les partenaires socio-économiques tels que les ONG, les universités, les syndicats ou les entreprises. Il favorise le partage des connaissances et des meilleures pratiques entre les experts, les territoires couverts par le FTJ et les autres parties prenantes concernées, en leur permettant de tirer des enseignements de leurs expériences respectives.

Fruit du projet [Régions fonctionnelles dans l'UE](#), la base de données sur les [sources de financement européen](#), qui profite de mises à jour régulières, est une ressource très utile

qui peut servir de tremplin dans la recherche de financements. Par ailleurs, de nombreuses organisations ont rédigé des guides sur les financements européens à l'intention de groupes cibles spécifiques qui pourraient s'avérer intéressants, comme ce [guide](#) de la Confédération européenne des syndicats, qui s'adresse aux syndicats.

Financement européen

Ce document se veut un guide pour l'échange de connaissances dans le contexte du processus de transition juste; seuls quelques-uns des fonds qu'il aborde méritent d'être considérés comme sources de financement:

- **FTJ**

L'éligibilité au [FTJ](#) (volume total de 19,2 milliards d'EUR) est liée aux PTTJ élaborés par les États membres en concertation avec la Commission européenne. Toutefois, les administrations des États membres (aux niveaux national, régional et local) choisissent les projets à financer et sont responsables de leur gestion quotidienne, une approche appelée «gestion partagée». Seuls les [territoires](#) amenés à subir les incidences les plus négatives de la transition vers la neutralité climatique sont éligibles à l'élaboration d'un PTTJ. Les plans recensent les types d'opérations envisagées et détaillent les mécanismes de gouvernance.

Pour savoir si votre échange de connaissances est éligible au financement du FTJ, vous devez consulter le PTTJ de votre région et/ou contacter [l'autorité de gestion](#) responsable de la mise en œuvre des actions envisagées.

- **Fonds européen de développement régional (FEDER)**

Le [FEDER](#) est un autre fonds dont la gestion est assurée au moyen d'une responsabilité partagée. Le FEDER cible toutes les régions et villes de l'UE et investit dans leur développement social et économique. Les États membres décident eux-mêmes du montant du FEDER qu'ils souhaitent allouer à chacun des cinq domaines prioritaires définis par la Commission européenne. Au moins 30 % de ce montant doit toutefois être réservé au domaine prioritaire «Une Europe plus verte, résiliente et à faibles émissions de carbone évoluant vers une économie sans carbone».

Le FEDER soutient aussi de façon explicite «l'échange d'expériences». Tout comme pour le FTJ, vous devez contacter [l'autorité de gestion](#) du FEDER de votre région pour savoir comment votre échange de connaissances peut bénéficier du financement du FEDER.

- **Coopération interrégionale (Interreg C)**

Le programme de l'UE qui s'attache à promouvoir la coopération entre les régions s'appelle Interreg. Interreg est divisé en différents volets en fonction du type de coopération: coopération entre régions frontalières (Interreg A), coopération entre régions voisines appartenant à des espaces plus vastes, par ex. la région de la mer Baltique (Interreg B), ou coopération interrégionale (Interreg C).

Interreg C met tout particulièrement l'accent sur les échanges d'expériences, les approches innovantes et le renforcement des capacités entre les régions. Il s'agit donc du principal volet d'Interreg à envisager à l'heure de solliciter un financement pour l'échange de connaissances.

En outre, Interreg C est subdivisé en quatre programmes, dont deux présentent un intérêt aux fins du présent document:

- **Interreg Europe** est un programme d'apprentissage en matière de politiques qui s'adresse aux **autorités publiques**. Il favorise l'échange d'expériences et le transfert de bonnes pratiques entre les acteurs à tous les niveaux de gouvernement. Présenter une idée de projet dont l'objectif est la recherche de partenaires et un financement se fait de manière très simple sur le [site web](#) du programme.
- **Interact** est un programme d'accompagnement. Il cherche à assurer l'échange d'expériences, d'informations et d'innovations en vue de promouvoir les meilleures pratiques et de faciliter la coopération. Il organise à cette fin des événements ciblés, des publications et crée des outils. Interact ne publie pas lui-même d'appels à propositions, mais dispose de [bureaux](#) qui accompagnent les parties prenantes dans la mise en œuvre de projets et d'initiatives de coopération territoriale.

- **Horizon Europe**

Bien que ce document ait pour objet de favoriser l'échange de connaissances en ce qui concerne la démonstration et la mise en œuvre de la transition juste, il serait également souhaitable d'effectuer des échanges spécifiques sur les connaissances scientifiques et les résultats de la recherche. Le programme-cadre de l'UE à l'appui des actions de recherche et d'innovation s'appelle [Horizon Europe](#). Pour obtenir une vue d'ensemble des appels ouverts concernant les actions de valorisation des connaissances, veuillez cliquer [ici](#).

- **Erasmus+**

[Erasmus+](#) est le programme de l'UE pour l'éducation, la formation, la jeunesse et le sport pour la période 2021-2027. L'éducation, la formation, la jeunesse et le sport sont des domaines clés qui aident les citoyens à se développer sur les plans personnel et professionnel. Une éducation et une formation de qualité et inclusives, conjuguées à un apprentissage informel et non formel, permettent de doter les jeunes et participants de tous âges des qualifications et des compétences nécessaires à une participation constructive à la société démocratique, à la compréhension interculturelle et à une transition réussie sur le marché du travail.

- **Agenda urbain pour l'UE**

[L'Agenda urbain pour l'UE](#) est une initiative innovante de gouvernance à plusieurs niveaux menée dans le domaine de la politique urbaine, élaborée dans le cadre de la coopération intergouvernementale sur les questions urbaines. Il donne l'occasion aux villes, aux États membres, aux réseaux urbains, à la Commission européenne, aux autres institutions de l'UE, aux organes consultatifs de l'UE et à d'autres parties prenantes de se rassembler pour trouver des solutions concertées aux questions urbaines urgentes et obtenir des résultats concrets au bénéfice des citoyens de l'UE. L'Agenda urbain pour l'UE renforce le rôle des villes dans l'élaboration des politiques aux niveaux national et européen afin que l'UE puisse mieux répondre aux besoins de ses citoyens. Il constitue un mécanisme clé de mise en œuvre, au niveau de l'UE, du Nouvel agenda urbain.

